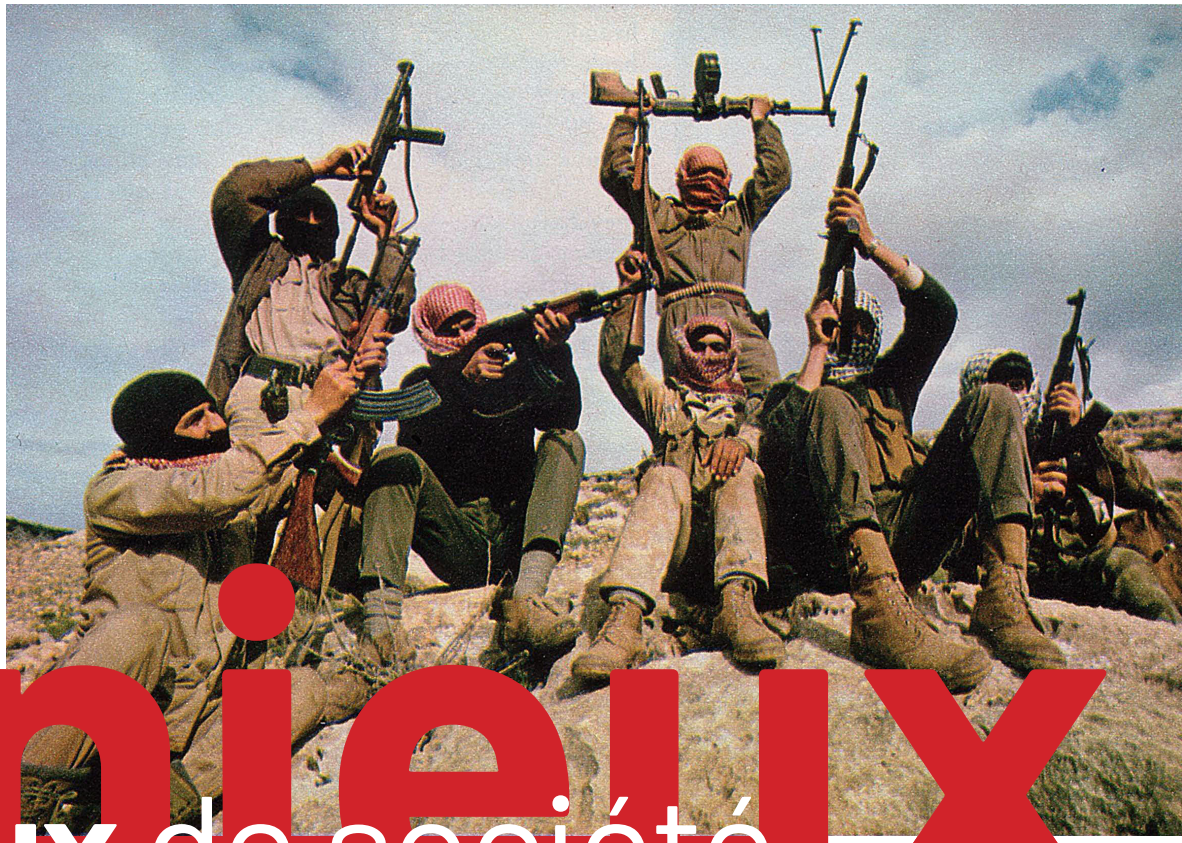
DOCUMENTS ET TRAVAUX DE LA FNIC CGT
/ N° 21/février 2025



Enjeux de société

Palestine 4ème partie : la résistance

FÉDÉRATION NATIONALE
DES INDUSTRIES CHIMIQUES

FNIC CGT Case 429 – 263 rue de Paris – 93514 Montreuil cedex
Tél. : 01 84 21 33 00 / **www.fnic-cgt.fr** /
e-mail : **contact@fnic-cgt.fr**

Sommaire

1. **Préambule** Page 3
2. **Les mouvements de résistance palestinienne** Pages 4-12
3. **L'OLP - Organisation de libération de la Palestine** Pages 13-22
4. **Postface** Page 23

La FNIC CGT solidaire avec le peuple palestinien.

Sommaire

1. Préambule

Le peuple palestinien s'est, dès 1920, opposé à l'exode massif des Juifs vers son territoire. Cela s'est fait spontanément, sous forme d'émeutes et de réponse aux exactions des colons, un peu à l'image des populations natives d'Amérique.
N'oublions pas que les Européens ont conquis le continent américain et y ont pratiqué l'un des génocides les plus «efficaces» de l'Histoire. En 300 ans, les Natifs d'Amérique du nord sont passés d'une population de
15 millions, à près de 500 000 aujourd'hui.

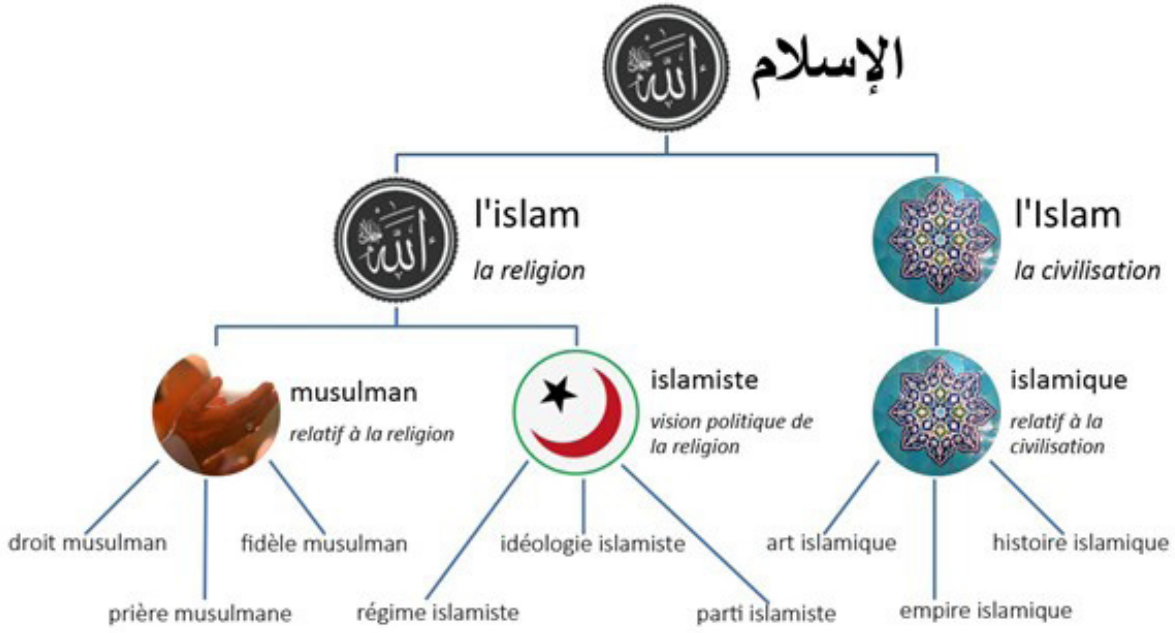
En Palestine, ce droit légitime à défendre son propre sol n'a pas évolué vers une organisation structurée avec des objectifs clairs et des organisations militaires capables de contrer l'organisation très structurée des sionistes, la Haganah. Suite au coup de massue de la création de l'Etat d'Israël et la Nakba il faudra attendre les années cinquante pour que le peuple palestinien se dote d'une structuration à la fois politique et militaire.

Ce volet numéro quatre sur la Palestine donne des éléments sur tous les mouvements de résistance à l'occupant sioniste. L'entité sioniste agit depuis le départ au mépris du peuple palestinien et au mépris des lois internationales avec le soutien actif et sans faille des États-Unis et de l'Europe occidentale qui ont été, et sont, des « spécialistes » dans la colonisation violente, dans l'esclavage et dans les crimes contre l'Humanité.

Il est important de noter que tous les mouvements de résistance palestinienne ont participé à l'action du 7 octobre 2023. Il ne s'agit pas que du Hamas : Human Rights Watch a trouvé des preuves solides de la participation aux attaques d'au moins cinq groupes armés palestiniens de Gaza : la branche armée du Hamas, les Brigades al-Qassam qui ont mené l'assaut, la branche armée du Jihad islamique palestinien, les Brigades Qods, la branche armée du Front démocratique de libération de la Palestine, les Brigades de résistance nationale ou Forces Omar al-Qasim, la branche armée du Front populaire de libération de la Palestine, les Brigades du martyr Abu Ali Mustafa et les Brigades des martyrs d'Aqsa, anciennement liées à la faction politique du Fatah.

C'est donc bien tout le peuple palestinien en lutte qui a lancé cette opération. Le mouvement de résistance palestinien est complexe mais sa résilience force le respect et l'admiration face à un état hébreu colonialiste, expansionniste, ségrégationiste.

2. Les mouvements de résistance palestinienne



Attention à ne pas confondre « islamique » et « islamiste » :
La distinction entre Islam et islam, musulman et islamique est récente et ne connaît pas d'équivalent en arabe. Il s'agit d'une construction de chercheurs occidentaux s'intéressant au monde islamique, de plus en plus couramment utilisée. Néanmoins, elle n'est pas toujours respectée dans les médias, ni même dans tous les livres.
Source : Institut du Monde arabe

La structuration de la résistance palestinienne

Du fait de l'expulsion des Palestiniens de leurs terres, les années qui suivent la Nakba (expulsion de Palestiniens de leurs terres, leurs maisons, leurs champs) sont marquées par le problème de la stabilisation d'un grand nombre de réfugiés dans les pays voisins de la Palestine. Cette période connaît aussi l'affirmation du nationalisme unitaire arabe de la libération du joug occidental et l'émergence d'une génération de grandes figures politiques qui en sont porteuses, comme Gamal Abdel Nasser.

Le bilan de la Nakba est terrible et pèse fortement sur les esprits. Nasser, de par ses prises de position, va servir de catalyseur à la structuration des mouvements de résistance palestiniens.

Nasser fut très tôt impliqué dans la lutte contre l'influence britannique en Égypte. Il intégra l'armée en 1938 et participa à la guerre israélo-arabe de 1948-1949. Déçu par la monarchie et souhaitant réformer la société égyptienne, Nasser fonda le Mouvement des officiers libres qui renversa le roi Farouk en 1952.

La crise du canal de Suez, est une guerre qui éclata en 1956 en territoire égyptien. Le conflit opposa l'Égypte à une alliance secrète actée par le protocole de Sèvres, dont les entretiens se sont tenus du 21 au 24 octobre 1956, formée par la France, le Royaume-Uni et l'État d'Israël à la suite de la nationalisation du canal de Suez par l'Égypte le 26 juillet 1956.

En 1956, la guerre de Suez voit la constitution des premiers commandos palestiniens à Gaza.

C'est à partir de cette guerre et des leçons qu'on ont tiré les militants palestiniens que se mettent en place les premières organisations.

Le Fatah

Jihad islamique palestinien

Président	Mahmoud Abbas
Fondation	1959
Scission dans	Fatah al-Intifada
Siège	Ramallah, Cisjordanie
Branche armée	Brigades des martyrs d'Al-Aqsa
Fondateur	Yasser Arafat
Secrétaire général	Jibril Rajoub
Positionnement	Centre gauche à gauche
Idéologie	Nationalisme arabe Nationalisme palestinien Sécularisme Social-démocratie Socialisme Solution à deux États
Affiliation européenne	Parti socialiste européen (observateur)
Affiliation internationale	Internationale socialiste Alliance progressiste
Couleurs	vert, rouge, jaune
Site web	www.fatahmedia.ps

Représentation

Conseil législatif palestinien	45 / 132

En 1959, des étudiants palestiniens, exilés entre le Caire, Beyrouth et le Koweït, fondent le Fatah autour de Yasser Arafat pour qui la révolte violente est nécessaire pour abolir l'entité sioniste.

Le Fatah est fondé clandestinement en octobre 1959 par Yasser Arafat, Salah Khalaf et Khalil al-Wazir, alors qu'ils étaient au Koweït. Le Fatah appelle alors les fedayins à la lutte contre l'État d'Israël (créé le 14 mai 1948) avec comme grand objectif de « libérer tout le territoire palestinien de l'entité sioniste ».
Le projet politique du Fatah vise alors à une « Palestine démocratique non confessionnelle » ouverte aux juifs, musulmans et chrétiens sans distinction d'ethnie ou de religion. Le mouvement insiste sur la distinction entre Juif et sioniste et encourage la lecture d'intellectuels juifs progressistes comme Martin Buber, Isaac Deutscher, Elmer Berger ou Moshé Menuhim afin de lutter contre les sentiments antisémites qui habitent une partie de la population arabe palestinienne.

Après la guerre des Six Jours, qui s'est déroulée du 5 au 10 juin 1967 et a opposé Israël à l'Égypte, la Syrie, le Liban, l'Irak et la Jordanie. le mouvement acquiert de l'importance. L'occupation militaire de la bande de Gaza et de la Cisjordanie à la suite de la défaite arabe renforce le rôle de la guérilla palestinienne.

Le Fatah organise alors la « lutte intérieure » dans les territoires occupés : « il établit des (...) bases le long des frontières jordaniennes et libanaises, [réunit] des armes et [organise] des cellules de résistance dans les territoires et particulièrement en Cisjordanie ». Un millier de volontaires venant des camps de réfugiés et de la diaspora palestinienne en Europe rejoignent à cette époque les camps d'entraînement du Fatah tandis qu'Arafat s'installe en Cisjordanie successivement à Qabatiya, Naplouse puis Ramallah. Il est alors à deux doigts de se faire arrêter par le Shin Beth, le service de renseignements israéliens (pour l'intérieur, le Mossad étant pour l'extérieur).

Arafat quitte ensuite la Cisjordanie pour Karameh, en Jordanie, où il établit son quartier général. Le village abrite également un camp d'entraînement des fedayins à moins de 10 kilomètres du point de passage entre la Jordanie et la Cisjordanie.

Entre septembre et décembre 1967, le Fatah organise une soixantaine de tentatives de sabotage mais les forces de sécurité israéliennes, armée, police et Shin Beth, en déjouent la plupart par des « actions aussi efficaces qu'implacables ». Elles arrêtent près d'un millier d'agents palestiniens et en abattent près de 200. La tentative de « soulèvement populaire » dans les territoires est un échec et en janvier 1968, on enregistre six tentatives d'attentat.

Le Fatah gagne un grand prestige auprès de la population palestinienne lors de la bataille de Karameh en mars 1968 : les fedayins résistent pendant une journée à une offensive de blindés israéliens contre le camp palestinien de Karameh, situé en Jordanie. L'armée israélienne perd plusieurs dizaines de soldats et de nombreux blindés, essuyant lors de ces combats l'un de ses principaux échecs contre la guérilla palestinienne.

En 1969, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), fondée en 1964, passe sous le contrôle du Fatah. Yasser Arafat est nommé président de son comité exécutif. En septembre 1970, le régime jordanien du roi Hussein ordonne une offensive contre les bases du Fatah situées dans le pays. Le mouvement palestinien est alors sévèrement affaibli lors des combats du Septembre noir (lesquels font entre 3 000 et 10 000 victimes de part et d'autre) et perd pied en Jordanie.

La Jordanie essaie de se démarquer des Palestiniens mais elle fait partie du projet du Grand Israël et sera à terme sa prochaine victime. Les Jordaniens en sont-ils conscients ou font ils la politique de l'autruche ? Pourquoi ?

Arafat et la direction du Fatah changent alors de tactique et lancent des incursions depuis la Jordanie. Celles-ci sont régulièrement couvertes par les fantassins et les artilleurs de la Légion arabe (cette armée, existant depuis les années 1920, a joué un rôle important et variable dans toute la région). En réponse, Israël érige une clôture barbelée le long du Jourdain avec des systèmes de surveillance électronique et des camps fortifiés dominant les endroits de passage à gué. La plupart des escouades sont « interceptées et supprimées » le long de la frontière mais bien que les incursions diminuent, elles continuent à faire des victimes dans la population civile et Israël répond en menant des raids au-delà du Jourdain.

Les fedayins

(commandos de combattants palestiniens) multiplient les attaques contre Israël à partir d'États arabes (Jordanie, Liban, Syrie).
Les tensions entre les gouvernements (soumis à des représailles israéliennes) et l'OLP s'intensifient. En 1970, le Fatah est débordé par des groupes radicaux membres de l'OLP (notamment le Front populaire de libération de la Palestine) ce qui conduit à l'expulsion des forces palestiniennes de Jordanie vers le Liban au terme de combats particulièrement sanglants avec l'armée jordanienne (Septembre noir).

Changement de politique

Après des attaques terroristes contre des citoyens israéliens (notamment la prise d'otages qui aboutit à la mort de onze athlètes israéliens lors des Jeux olympiques de 1972), par le groupe armé Septembre noir, le Fatah et l'OLP réorientent leur politique, préférant se consacrer à la reconnaissance internationale de la cause palestinienne.

En 1983, le Fatah connait une grave crise interne, à la suite de l'invasion du Liban par Israël. Une scission au sein du mouvement a lieu en raison de profonds désaccords sur la politique de dialogue menée par Yasser Arafat. Arafat en sort finalement renforcé et son mouvement consolide sa domination dans l'OLP.

Au sein de l'OLP, les principaux postes passent aux mains du Fatah, du comité exécutif de l'OLP aux finances, jusqu'au bureau étranger de l'OLP dirigé par des sympathisants du Fatah.

Cette mainmise du Fatah sur L'OLP va petit à petit aboutir aux futurs accords d'Oslo que nous développerons dans un autre Enjeu de société.

En 1985, la direction de l'OLP est bombardée par les forces israéliennes. Elle est affaiblie mais parvient cependant à renforcer sa domination à la faveur de la première Intifada (= soulèvement) lancée dans les territoires occupés en 1987.
Le Conseil national palestinien prévoit en 1988 la reconnaissance de l'État d'Israël, tout en proclamant un État palestinien ayant comme capitale Jérusalem.

En 1993, les négociations secrètes entre Israël et l'OLP aboutissent à un accord de reconnaissance mutuelle, ainsi qu'à une déclaration ouvrant la voie à la future Autorité palestinienne.

Depuis les accords d'Oslo le Fatah et d'autres factions de l'OLP ont déclaré renoncer à la lutte armée, toutefois, les factions du Fatah, les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa et le Fatah-Tanzim restent impliquées dans des actions armées. Israël estime que la direction du Fatah continue de contrôler et soutenir ces activités.

En 1996, au terme de la mise en place de l'Autorité palestinienne, le Fatah tend à incarner l'Autorité palestinienne, tandis que ses éléments se fondent dans cette nouvelle administration. Le chef historique du Fatah est élu à la tête de l'Autorité, et son parti détient une très large majorité au Conseil législatif palestinien. D'ailleurs, la plupart des fonctionnaires de l'autorité sont d'anciens membres du Fatah,

et les forces de sécurité palestiniennes sont essentiellement formées des anciennes brigades de combattants du Fatah.
Le Fatah est directement associé aux échecs de l'Autorité palestinienne. Avec la reprise de la seconde Intifada en septembre 2000, le Fatah recule aux élections et le Hamas (voir en pages 20 et suivantes) en tire profit. Ainsi, depuis la mort de Yasser Arafat et le début de la démocratisation des territoires palestiniens occupés, le Hamas devient un adversaire sérieux du Fatah.

Le Hamas gagne les élections législatives palestiniennes de 2006 et pour la première fois, le Fatah perd le pouvoir. Cette défaite sonne le glas de la vieille garde du Fatah, accusée par la jeune garde d'avoir conduit le Fatah à la défaite en ne luttant pas assez sérieusement contre la corruption qui gangrène l'économie palestinienne.

Regards sur l'organisation

Hisham Sharabi (chercheur et militant palestinien) considère que c'est à partir des années 1960 que se construit sérieusement la « stratégie de lutte armée » de cette organisation. Selon lui, l'objectif du Fatah et des autres organisations palestiniennes affiliées n'est pas d'atteindre une victoire militaire mais d'entretenir un conflit de longue durée, cette approche visant à « épuiser par l'usure » les Israéliens en les conduisant à une « longue guerre populaire et une vietnamisation du conflit ». Selon Zeev Schiff (journaliste israélien), cette tactique se doublait d'un espoir que la pression de l'opinion publique arabe forcerait les Pays arabes à s'unir pour une « bataille décisive contre Israël ».
Pour Sharabi, les « chefs de la résistance espéraient aussi » en une expansion territoriale israélienne qui accroîtrait le nombre de ses recrues, élargirait son champ d'action, rendrait les cibles plus vulnérables du fait de leur dispersion. En 1971, Nabil Shaath (homme politique palestinien), écrit un article dans lequel il présente des « objectifs plus ambitieux » qui pourraient être atteints par l'exercice d'une pression sur l'opinion publique israélienne causée par « le fardeau d'un conflit de longue durée, son coût financier et en vies humaines qui convaincront les Israéliens à accepter des arrangements politiques répondant aux exigences palestiniennes ».

Salah Khalaf (Abou Iyad), l'un des fondateurs du Fatah puis chef de Septembre noir qui était, avant son assassinat en 1991, l'adjoint de Yasser Arafat à la tête de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), écrit dans un livre coécrit avec Éric Rouleau, que bien que « *les fondateurs du Fatah étaient conscients de la supériorité militaire israélienne ils ont maintenu comme objectif principal la lutte armée. Non pas que nous avions des illusions sur notre capacité à vaincre l'État sioniste mais nous étions convaincus que c'était le seul moyen pour imposer la cause palestinienne à l'opinion mondiale* ».
Et c'est toujours le cas aujourd'hui.

Front populaire de libération de la Palestine

Front populaire de libération de la Palestine

Secrétaire général	Ahmad Saadat
Fondation	1967
Siège	Damas, Syrie
Branche paramilitaire	Brigades d'Abou Ali Moustapha
Fondateurs	Georges Habache Ahmed Jibril Nayef Hawatmeh
Scission de	Mouvement nationaliste arabe
Positionnement	Extrême gauche
Idéologie	Nationalisme palestinien Nationalisme arabe Sécularisme Marxisme-léninisme Communisme Anti-impérialisme Antisionisme État binational
Affiliation nationale	OLP Liste de l'alliance démocratique
Affiliation internationale	Séminaire communiste international (défunt) Axe de la résistance
Site web	pflp.ps

Réprésentation

Conseil législatif palestinien	3 / 132

Le Front populaire de libération de la Palestine, (FPLP), fondé en 1967 sous la direction de Georges Habache et Ahmed Jibril est une organisation qui, à la base, défend le nationalisme arabe. Il adopte le marxisme en 1969, ce qui provoquera une scission conduite par Jibril, qui formera le Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général.

Le FPLP commet de nombreux détournements d'avions internationaux à partir de 1968 avec sa branche armée, les Brigades des Aigles rouges, avant de renoncer à cette pratique en 1972.

Le FPLP a d'abord cherché du soutien de la part de superpuissances comme la République populaire de Chine et le Pacte de Varsovie, puis des puissances régionales arabes comme la Syrie d'Hafez el-Assad, l'Irak de Saddam Hussein, la Libye de Mouammar Kadhafi ou le Yémen du Sud, seul pays communiste ayant existé dans le monde arabe.

Lorsque ce soutien diminua à la fin des années 1980 et dans les années 1990, le FPLP a cherché de nouveaux alliés et développé des contacts avec les islamistes chiites et des groupes liés à l'Iran, malgré la forte adhésion du FPLP à la laïcité et l'anticléricalisme totalement opposés à l'idéologie iranienne anticommuniste. La relation entre le FPLP et la république islamique d'Iran a fluctué. L'Iran a récompensé le FPLP pour sa position pro-Assad avec une augmentation de l'aide financière et militaire.

La doctrine du FPLP s'exprime principalement par le rejet du sionisme et par la promotion du nationalisme palestinien, dans une perspective socialiste révolutionnaire. En effet, l'idéologie du mouvement se fonde sur le marxisme-léninisme et le nationalisme arabe. Ainsi, le FPLP se décrit comme anti-impérialiste et s'oppose au capitalisme et aux classes exploitantes arabes.

Ce groupe rejoint l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) en 1968 et devient, dans l'organisation, le deuxième groupe par son importance après le Fatah de Yasser Arafat. Le FPLP est considéré comme représentant la ligne dure du militantisme nationaliste palestinien, s'opposant à la position plus modérée du Fatah.

Georges Ibrahim Abdallah

Son engagement au sein du FPLP est motivé par la cause palestinienne. Il participe à la guérilla au Liban du Sud. Il est blessé lors de l'invasion israélienne du Sud Liban en 1978.

Selon le Mossad, il est un proche de Georges Habache, le chef du FPLP. Il participe à la création de la Fraction armée révolutionnaire libanaise (FARL), organisation se déclarant communiste et anti-impérialiste, dont il dirige les opérations en France, la base de ce groupe étant à Lyon. Un ancien membre des FARL confiera à Aljazeera.net en 2009 : « Nous avons décidé de mener des actions à l'étranger, notamment en Europe, plutôt qu'au Liban, conformément au slogan : frapper l'ennemi partout où il se trouve ».

En 1982, les FARL revendiquent l'assassinat d'un lieutenant-colonel, attaché militaire américain à Paris (le 18 janvier), et du deuxième conseiller à l'ambassade d'Israël, membre du Mossad (le 3 avril).

Le 26 mars 1984, ils blessent grièvement le consul des États-Unis à Strasbourg.

Selon les FARL, ces attentats sont des « actes de résistance armée » à une agression militaire, le Liban faisant alors face à l'invasion israélienne appuyée par les États-Unis. C'est la défense utilisée par Abdallah pendant son procès.

Il est arrêté à Lyon le 24 octobre 1984.

Georges Abdallah est, selon le droit français, libérable depuis 1999. À l'exception de l'Italie, une incarcération d'une telle longueur est exceptionnelle dans les pays de l'Union européenne. Entre 2004 et 2020, neuf des demandes de libération conditionnelle ont été refusées par la justice française. La France se soumet aux exigences israéliennes et devient un pays où le Droit est de plus en plus bafoué.

Le 15 novembre 2024, le tribunal d'application des peines à ordonné sa libération. La cour d'appel du 19 décembre rendra sa décision le 20 février 2025.

Suite à des dissensions existant depuis 1967, Habache rejoint l'opposition à Arafat de manière définitive après la signature des accords d'Oslo en 1993. Pour lui, la paix ne peut être durable qu'avec la création d'un Etat binational.
Il critique également les accords d'Oslo, qui selon lui marginalisent les réfugiés palestiniens. Néanmoins, le FPLP demeure au sein de l'OLP, afin de peser dans la prise de décision, mais Georges Habache en quitte la direction.

La prise de position du FPLP s'est avérée malheureusement juste. Les accords d'Oslo sont une nouvelle catastrophe pour les Palestiniens et le rêve pour certains d'avoir deux Etats côte à côte s'oppose à la volonté farouche des sionistes de mener à bien leur projet : recréer ce qu'ils considèrent comme leur territoire, qui leur a été donné par Dieu, le grand Israël. Les chances d'avoir deux Etats indépendants et en paix sont quasi nulles.

Soutenus par l'Égypte et la Syrie, les modérés de l'OLP représentaient ensemble plus de 80 % des fedayins palestiniens et occupaient la majorité au Conseil national palestinien (CNP). Le FDLP, le Fatah et As-Sa'iqa ont soumis une proposition au PNC qui classifiait leurs objectifs : leur objectif stratégique était l'éventuelle indépendance de la Palestine de « l'impérialisme sioniste », alors que leur objectif immédiat était de forcer l'État d'Israël à se retirer de la bande de Gaza et de la Cisjordanie, afin d'assurer l'autodétermination du peuple palestinien dans ces territoires.

Le CNP a adopté une résolution similaire, appelant à la création d'une Autorité nationale palestinienne en Cisjordanie et à Gaza, tout en refusant également de reconnaître l'État d'Israël. Lors de la réunion du PNC de 1977, le FDLP a exprimé son soutien à la création d'un État indépendant de Palestine sur un territoire contrôlé par l'OLP.

Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG)

Front populaire de libération de la Palestine Commandement général

Présentation

Secrétaire-général	Talal Naji
Fondation	1968
Scission de	Front populaire de libération de la Palestine
Siège	Damas, Syrie
Organisation paramilitaire	Brigades Jihad Jibril
Fondateur	Ahmed Jibril
Idéologie	Nationalisme arabe Nationalisme palestinien Antisionisme Sécularisme
Affiliation nationale	Dix de Damas
Affiliation internationale	Axe de la résistance
Adhérents	500-1 000 (2004) 800 (2019)
Site web	ww.pflp-gc.org

C'est une faction dissidente non-marxiste du Front populaire de Libération de la Palestine, créée le 24 avril 1968 et dirigée par Ahmed Jibril. Son quartier-général se situe à Al-Rihanen en Syrie, et il exploite un poste de commandement opérationnel à Deïr Znun, au Liban.

Depuis la fin des années 1980, le FPLP-CG était resté largement inactif dans ses actions militaires, mais a réapparu pendant la guerre civile syrienne en 2011 en combattant aux côtés de la Syrie baasiste contre la rébellion et les groupes salafistes djihadistes.

L'organisation est placée sur la liste officielle des organisations terroristes du Canada, des États-Unis et de l'Union européenne.

Le groupe dispose d'une aile paramilitaire appelée les brigades Jihad Jibril, qui se sont distinguées par de lourdes pertes causées à Tsahal durant la guerre du Liban (1975-1990), et en particulier lors du siège de Beyrouth (1982), ainsi qu'une hostilité explicite vis-à-vis du Fatah depuis le début des années 1980. L'organisation comptait à ce moment-là de 3 000 à 4 000 combattants.

Le FPLP-CG s'est illustré par ses attaques sophistiquées ; ainsi, le 25 décembre 1987, lors de l'attaque dite de « la nuit des deltaplanes », deux deltaplanes motorisés du FPLP-CG attaquèrent Israël : ils partirent d'une colline juste dans le nord de la zone de sécurité israélienne, au sud du Liban, et l'un d'entre eux, après avoir survolé la zone, se posa devant le campement du quartier général d'une brigade d'infanterie de Tsahal, abattit six soldats et en blessa sept autres avant d'être anéanti. Ce raid enthousiasma les Palestiniens.

Lors du déclenchement du soulèvement en Syrie en mars 2011, les cadres du FPLP-CG se chargent d'écraser la solidarité des réfugiés palestiniens en Syrie vis-à-vis des groupes armés opposés au régime de Bachar el-Assad. Du fait de l'orientation pro-syrienne du mouvement depuis sa création, il se tiendra aux côtés du régime baasiste durant cette guerre contre les groupes armés islamistes.

En avril 2013, le FPLP-CG repousse une attaque de rebelles syriens sur l'une de ses bases près de la frontière libanaise.

Le mouvement, totalement engagé auprès des forces de Bachar El-Assad, compte aujourd'hui de 1 000 à 1 500 combattants.

En juin 2019, Talel Naji, secrétaire-général adjoint du FPLP-CG, déclare que 1 858 Palestiniens sont morts en Syrie en combattant dans les rangs des forces gouvernementales et parmi eux 400 membres du FPLP-CG.

Ahmed Jibril décède en juillet 2021.

Front démocratique pour la libération de la Palestine

Front démocratique pour la libération de la Palestine

Présentation

Leader	Nayef Hawatmeh
Fondation	1968
Scission de	Front populaire de libération de la Palestine
Siège	Damas, Syrie
Fondateur	Nayef Hawatmeh Yasser Abd Rabbo
Forces paramilitaires	Brigades de la résistance nationale
Positionnement	Extrême gauche
Idéologie	Communisme Maoïsme Nationalisme palestinien Antisionisme Nationalisme de gauche Sécularisme
Affiliation nationale	OLP Liste de l'alliance démocratique Axe de la résistance
Site web	www.alhourriah.org

Représentation

Conseil législatif palestinien	1 / 132

En 1968 a été fondé, par Nayef Hawatmeh, le Front populaire de Libération de la Palestine (FPLP) avec une aile paramilitaire, les Brigades de Résistance nationale.
En 1969, une scission intervient à l'intérieur du Front populaire de Libération de la Palestine (FPLP).
Le Front démocratique populaire de Libération de la Palestine (FDPLP) est alors créé, avec l'objectif d'« une Palestine démocratique et populaire, où les Arabes et les Juifs vivraient sans discrimination, un État sans classes ni oppression nationale, un État qui permette aux Arabes et aux Juifs de développer leur culture nationale ».

Le FPLP est dirigé par Nayet Hawatmeh, de tendance marxiste, un ancien du mouvement nationaliste arabe, qui trouvait que le FPLP mené par Georges Habache était trop axé sur la dimension militaire de la lutte au détriment de ses aspects politique et sociaux.

Cependant, le FDFLP a rapidement dû revenir à un point de vue plus modéré et, tout en continuant à maintenir une position ferme sur la lutte armée, a commencé à élaborer diverses solutions de compromis.

Les événements de septembre 1970 (appelés « Septembre noir »), lorsque les bureaux de la publication Al-Harar, contrôlée par le FDPLP, à Amman furent détruits par l'armée jordanienne, furent un coup dur pour l'organisation.
Après la guerre du Kippour (guerre israélo-arabe qui opposa, du 6 au 24 octobre 1973, Israël à une coalition militaire arabe menée par l'Égypte et la Syrie), le FDPLP a changé son nom pour devenir le Front démocratique de Libération de la Palestine (FDLP).

Avec le Fatah et As-Saiqa, le FDLP est devenu partie intégrante de la fraction modérée de l'OLP, qui plaidait pour la participation palestinienne au processus de paix israélo-palestinien.
A la fin des années 1990, il cesse de s'opposer au processus de paix et est retiré de la liste des organisations considérées comme terroristes par le département d'État des États-Unis. Il a cependant continué à mener un certain nombre d'attentats (dont des attaques à la bombe) contre des Israéliens.
Ibrahim Abou Hijeh, son représentant au Conseil national palestinien a été emprisonné en 2002 par Israël pour son rôle dans l'organisation d'attentats terroristes et pour la préparation d'attentats-suicide.

Le FDLP a participé à la guerre de Gaza de 2023 aux côtés du Hamas, du Jihad islamique palestinien et du Front populaire de libération de la Palestine dans une opération de grande envergure contre l'État d'Israël.

3. L'OLP - Organisation de libération de la Palestine

Organisation de libération de la Palestine-OLP

Idéologie	Nationalisme palestinien Nationalisme arabe Panarabisme Socialisme arabe Laïcisme Anti-impérialisme Antisionisme (factions) Solution à deux États (factions) Baasisme (factions) Marxisme (factions)
Positionnement politique	Gauche
Objectifs	Indépendance de la Palestine (dans les frontières précédant la guerre des Six Jours de 1967)
Statut	Actif
Site web	www.plo.ps

Fondation	
Date de formation	1964
Pays d'origine	Palestine
Fondé par	Ahmed Choukairy

Actions	
Mode opératoire	Lutte armée Négociation
Zone d'opération	Palestine, Jordanie, Liban
Période d'activité	depuis 1964

Organisation	
Chefs principaux	Mahmoud Abbas (président/Fatah) Saleh Ra'fat (UDP) Jameel Shihadeh (FAP) Mohammed Qeis (as-Saiqa) Bassam as-Salhi (PPP) Rakad Salem (FLA) Ahmad Majdalani (FLPP) Ahmad Saadat (FPLP) Nayef Hawatmeh (FDLP)
Composée de	Fatah Union démocratique palestinienne (UDP) Front arabe palestinien (FAP) As-Saiqa Parti du peuple palestinien (PPP) Front de libération arabe (FLA) Front de libération de la Palestine (FLP) Front de lutte populaire palestinien (FLPP) Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP)
Financement	Ligue arabe

Les principales organisations palestiniennes actuelles (il y en a 14) ne font pas toutes partie de l'OLP : le Jihad islamique et le Hamas par exemple n'en font pas partie.

L'Organisation de libération de la Palestine est une organisation palestinienne politique et militaire, créée le 28 mai 1964 à Jérusalem. L'OLP est composée de plusieurs organisations palestiniennes, dont le Fatah, le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et le Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP). Elle a été dirigée par Yasser Arafat à partir de 1969.

Depuis sa création, l'OLP, qui comporte des institutions politiques, s'est présentée comme un mouvement de résistance armée représentant les Palestiniens. Le 22 novembre 1974, l'Assemblée générale des Nations unies, lui accorde le statut d'observateur3. L'OLP est signataire des accords d'Oslo en 1993.

Histoire

Au début des années 1960, les conséquences de la défaite des Palestiniens en 1949 pèsent sur le projet d'établissement d'une Palestine indépendante : des centaines de milliers de réfugiés (Nakba), l'annexion par Israël d'une partie des territoires prévus par les Nations unies pour l'État palestinien, l'annexion de la Cisjordanie par le roi Hussein de Jordanie. Seule la bande de Gaza, sous contrôle égyptien, garde son autonomie. Le Haut Comité arabe (HCA), qui a dirigé les luttes nationales palestiniennes dans les années 1930 et 1940, est considérablement affaibli.

L'Organisation de libération de la Palestine est imaginée en 1964, avec à sa tête Ahmed Choukairy, comme un mouvement nationaliste arabe par les membres de la Ligue arabe, en particulier le président égyptien Gamal Abdel Nasser, dans le but de mettre sur pied des institutions qui représenteraient les Palestiniens. Le 28 mai 1964, le 1er Congrès national palestinien rassemble 350 délégués palestiniens et les représentants de la Ligue arabe.

La débâcle des armées arabes pendant la guerre des Six Jours de 1967 a changé le mouvement en organisation de guérilla palestinienne à l'arrivée de Yasser Arafat qui la dirigea de 1969 à sa mort, le 11 novembre 2004. Sur le plan politique, le Fatah devient la faction palestinienne majoritaire et oriente l'OLP vers un projet nationaliste palestinien, au détriment de l'unité du monde arabe souhaitée au départ par Nasser.

L'Armée de libération de la Palestine, aile militaire de l'OLP, est construite en s'inspirant de l'exemple algérien.

L'OLP est admise aux Nations unies en 1974 comme membre observateur et reconnue comme « seul et légitime représentant du peuple palestinien». Le 13 novembre de la même année, Yasser Arafat prononce un discours marquant devant l'Assemblée générale des Nations unies au cours duquel il exprime clairement le but de l'OLP : la création en Palestine d'un État démocratique où chrétiens, juifs et musulmans pourront vivre dans la justice, l'égalité et la fraternité. Grâce au soutien des pays du Tiers monde (la plupart des États occidentaux s'abstiennent, tandis qu'Israël et les États-Unis s'y opposent), l'ONU reconnaît le droit du peuple palestinien à la « souveraineté et à l'indépendance.

Évolution du mouvement

La fin des années 1980 et l'ouverture de discussions avec Israël marqueront un tournant pour cette organisation. En 1988, l'OLP accepte les résolutions 242 et 338 de l'ONU comme base pour une conférence internationale qui permettrait à la Palestine d'obtenir l'autodétermination : rejet du terrorisme comme moyen d'action et reconnaissance de l'État d'Israël. L'OLP avait implicitement accepté dès 1973 l'existence de l'État d'Israël et modifiera officiellement en avril 1996 sa charte au profit de la solution à deux États.

Ayant proclamé en 1988 à Alger un « État de Palestine » reconnu par 89 États (en février 1989), l'OLP siège à l'ONU en tant qu'observateur permanent, sous le nom de « Palestine », et entretient des relations diplomatiques ou quasi diplomatiques avec de nombreux États.

A mai 2024, 147 pays sur 193 reconnaissent l'État de Palestine et l'autorise à être un Etat observateur à l'ONU Ce qui implique une amélioration importante de sa situation internationale.

Les droits et privilèges supplémentaires accordés à l'État de Palestine sont les suivants :

a) Le droit de siéger parmi les États membres par ordre alphabétique.
b) Le droit de s'inscrire sur la liste des orateurs pour les points de l'ordre du jour autres que les questions palestiniennes et du Moyen-Orient, dans l'ordre dans lequel il exprime son désir de prendre la parole.

c) Le droit de faire des déclarations au nom d'un groupe, y compris parmi les représentants des grands groupes.
d) Le droit de soumettre des propositions et des amendements et de les présenter, y compris oralement, et au nom d'un groupe.
e) Le droit de co-parrainer des propositions et des amendements, y compris au nom d'un groupe.
f) Le droit de faire des explications de vote au nom des États membres d'un groupe.
g) Le droit de réponse concernant les positions d'un groupe.
h) Le droit de présenter des motions de procédure, y compris des motions d'ordre et des demandes de soumission de propositions au vote, et de contester la décision du président de séance, y compris au nom d'un groupe.
i) Le droit de proposer des points à inscrire à l'ordre du jour provisoire des sessions ordinaires ou extraordinaires et de demander l'inscription de points supplémentaires ou additionnels à l'ordre du jour des sessions ordinaires ou extraordinaires.
j) Le droit des membres de la délégation de l'État de Palestine d'être élus membres du bureau de la plénière et des grandes commissions de l'Assemblée générale.
k) Le droit de participer pleinement et effectivement aux conférences des Nations Unies et aux conférences et réunions internationales convoquées sous les auspices de l'Assemblée générale ou, selon le cas, sous les auspices d'autres organes des Nations Unies, conformément à sa participation aux forums politiques de haut niveau sur le développement durable.

L'État de Palestine continuera de ne pas avoir le droit de voter à l'Assemblée générale des Nations Unies ni de présenter sa candidature aux organes de cette institution.

Le 15 décembre 1988, l'Assemblée générale des Nations unies prend acte de la déclaration d'indépendance et reconnaît au peuple palestinien son droit à exercer la souveraineté sur son territoire. Cependant, Israël réagit très négativement à la proclamation de l'État palestinien.

L'OLP négocie les accords d'Oslo, signés en 1993, avec le gouvernement de Yitzhak Rabin. La reconnaissance de la légitimité de l'OLP par Israël est un fait marquant. Naturellement, elle entretient des liens étroits avec l'Autorité palestinienne qui est née des accords d'Oslo. Les accords d'Oslo étaient cependant très asymétriques et ne correspondaient pas aux attentes des Palestiniens, ce qui a affaibli le prestige de l'OLP et favorisé l'essor de nouvelles organisation. Ces accords ont divisé la Cisjordanie en zones A, B et C, dans le but de créer un État Palestinien, mais la construction par le gouvernement israélien, en 2002, d'une barrière de séparation ne respectant pas les accords a enterré, à ce stade, la possibilité de construction d'un État palestinien. D'autre part, les accords n'évoquaient pas le droit au retour des réfugiés palestiniens et le statut de Jérusalem-Est.

Ainsi, de nombreuses voix au sein du mouvement national palestinien s'élèvent contre une OLP jugée trop modérée. Le Hamas, proche des Frères musulmans, est fondé en 1987 dans le sillage de la première intifada. Les autorités israéliennes favorisent dans un premier temps le développement de l'organisation islamiste afin d'affaiblir l'OLP.

Fonctionnement des institutions

Initialement, l'OLP est une organisation essentiellement civile ; elle se dote d'organismes de gouvernement, le conseil national palestinien, le conseil central et le comité exécutif. Elle agit principalement en constituant un substitut d'État-providence. Elle dispose très tôt d'une armée de libération de la Palestine.

Le Fonds national palestinien est une des principales institutions civiles de l'OLP. Il est financé par un impôt obligatoire de 5 % sur les salaires des Palestiniens du monde entier ; dans le monde arabe, ce sont les États qui se chargent de le collecter et de le reverser à l'OLP.

Le Croissant rouge palestinien intervient pour offrir des soins aux réfugiés. La SAMED (société pour le travail des martyrs palestiniens) s'occupe de la formation professionnelle et crée des usines dans les camps de réfugiés. Le départements des organisations de masse (syndicats et associations) dont certaines créent des coopératives et des structures de formation. L'association pour les affaires sociales au bénéfice des familles de martyrs et de prisonniers travaille au profit de milliers de familles dépourvues de soutien. En 1993, le Palestinian Welfare Department de Amman fournissait du soutien à 100 000 familles palestiniennes.

Enfin, le centre de recherches de l'OLP mène à partir de 1963 des recherches diffusées par de multiples publications, sur Israël, la Palestine et le conflit israélo-palestinien.

Le Jihad islamique

Jihad islamique palestinien

Idéologie	Islamisme Nationalisme arabe Nationalisme palestinien Islamo-nationalisme Antisionisme
Objectifs	Destruction de l'État d'Israël et établissment d'un État islamique palestinien
Statuts	Actif
Site web	www.saraya.ps
Fondation	
Date de formation	1981
Pays d'origine	Palestine
Fondé par	Abdelaziz Awda et Fathi Shaqaqi
Site web	www.saraya.ps
Actions	
Mode opératoire	Lutte armée, tir de roquettes, attentats
Zone d'opération	Israël, Palestine, Syrie, Liban
Période d'activité	Années 1970 - aujourd'hui
Organisation	
Chefs principaux	Fathi Shaqaqi (1981-1995) Ramadan Shallah (1995-2018) Ziyad al-Nakhalah (depuis 2018)
Membres	1 000 à 8 000
Fait partie de	Alliance des forces palestiniennes Axe de la résistance
Financement	Iran
Sanctuaire	Gaza, Palestine
Groupe relié	• GRI • Force Al-Qods • Hamas • Hezbollah • Jihad islamique égyptien
Répression	
Considé comme terroriste par	États-Unis, Union européenne, Australie, Royaume-Uni, Canada, Israël, Japon

Le Jihad islamique palestinien (JIP) est une organisation armée palestinienne.

Il se définit comme une « organisation nationaliste islamique et un mouvement de libération » et qualifie le jihad comme « un combat contre l'injustice ». Les Brigades Al-Qods forment sa branche armée.

Le JIP a pour objectif la destruction de l'État d'Israël et l'établissement d'un État islamique palestinien sur toute la Palestine historique. Le JIP est plus petit que le Hamas, et n'a pas le large réseau social que le Hamas a construit. Il a été formé en Égypte puis dans la bande de Gaza pendant les années 1970 par Fathi Shaqaqi, Bachir Nafi et Abdelaziz Awda. Le groupe a des liens avec le Hezbollah. Il a à son actif de nombreuses actions de résistance.

Le JIP est actif depuis les années 1980 et opère principalement dans la bande de Gaza. Il est dirigé depuis 2018 par Ziyad al-Nakhalah, qui est basé à Damas en Syrie. Le mouvement est connu pour son mode opératoire qui inclut la lutte armée, le tir de roquettes et les attentats. Il est soutenu par l'Iran et la Syrie et est considéré comme une organisation terroriste par de nombreux pays occidentaux, notamment les États-Unis, l'Union européenne, l'Australie, le Royaume-Uni, le Canada et Israël.

Le JIP est moins connu que le Hamas et ne participe pas aux processus démocratiques ou aux dialogues diplomatiques avec Israël. Il se distingue du Hamas par son idéologie islamo-nationaliste et son approche radicale inspirée par le modèle iranien. Le mouvement est également lié à d'autres groupes comme la Force Al-Qods, le Hezbollah et le Jihad islamique égyptien.

Le Hamas

Hamas

Présentation

Chef du bureau politique	Vacant
Fondation	10 décembre 1987
Siège	Gaza, Palestine
Porte-parole	Fawzi Barhoum
Chefs adjoints du bureau politique	Moussa Abou Marzouk et Khaled Mechaal
Fondateurs	Ahmed Yassine † Abdel Aziz al-Rantissi † Mahmoud al-Zahar Mohammed Taha † Abdel Fattah Dukhan † Ibrahim Fares Al-Yazouri Isa al-Nashshar Ibrahim Quqa Mohammed Hassan Shama'a Hassan Youssef Khalil al-Hayya
Branche armée	Brigades Izz al-Din al-Qassam
Religion	Islam sunnite
Désigné comme groupe terroriste par	Union européenne, Australie, Canada États-Unis, Israël, Japon, Paraguay, Royaume-Uni, Argentine, Suisse
précédent	Frères musulmans palestiniens
Idéologie	Nationalisme palestinien Islamisme Antisionisme Antisémitisme Antiaméricanisme Fondamentalisme islamique Anticommunisme Nationalisme religieux Islamo-nationalisme LGBTphobie Frérisme (1988-2017)
Affiliation nationale	Alliance des forces palestiniennes (jusqu'en 2012, réintégré en 2022)
Couleurs	vert
Site web	hamasinfo.info et hamasinfo.info

Répression

Conseil législatif palestinien (2006)	74 / 132

Le Hamas est devenu une appellation générique pour un ensemble de structures qui doivent leur origine au mouvement des Frères musulmans en Egypte. Les Frères musulmans, principaux opposants du président égyptien Gamal Abdel Nasser, s'implantent sur tout le territoire de son pays. En 1967, à la suite de la guerre des Six Jours, les Égyptiens perdent le contrôle de la bande de Gaza au profit d'Israël qui y trouve comme interlocuteur les Frères musulmans, seule force politique organisée à Gaza. Il accepte ainsi leur demande de financer un réseau de mosquées en échange d'un apaisement. À l'époque, Israël est impliqué au nord dans la guerre du Liban et combat l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) qui multiplie les attentats sur le territoire israélien. Les activités des Frères Musulmans se déclinent autour de projets religieux et dans une intense action sociale et communautaire.

L'histoire du mouvement

A partir de 1967, les Frères musulmans dans la bande de Gaza développent un large réseau de mosquées, d'institutions caritatives, d'écoles, de jardins d'enfants et autres organisations à vocation sociale.

En 1973, sous la direction d'Ahmed Yassine est créé le al-Mujamma al islam (Centre islamique), à Gaza, ramification activiste palestinienne des Frères musulmans, qui évolue dans l'orbite de l'Université islamique de Gaza. Sous sa direction, ce centre organise des actions violentes contre les partisans des mouvements palestiniens laïcs et de gauche. La création du Centre islamique est approuvée par l'administration militaire israélienne afin d'affaiblir la gauche palestinienne laïque L'opposition aux islamistes dans les territoires palestiniens est alors réprimée par les autorités israéliennes. Le Likoud, parti d'extrême droite israélienne, a confirmé qu'il a volontairement financé et aidé militairement le Hamas pour affaiblir l'OLP et les mouvements de gauche palestiniens. Calcul sordide qui n'apparaît jamais dans nos médias.

Or, comme revendiqué dans sa charte, pour le Hamas, « l'élimination de l'entité sioniste » est la condition obligatoire pour la réalisation de son but, l'instauration d'un État palestinien gouverné par les lois de l'islam.

Dans la décennie 1976-1986, Le mouvement connaît une expansion géographique à travers la participation de groupes plus expérimentés dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. Son influence politique s'étend au travers de l'introduction de mécanismes d'action et la préparation au combat armé.

Fin 1987 début 1988, après la première intifada, Ahmed Yassine fonde le Hamas en tant que bras armé des « Frères musulmans » en Palestine pour lutter contre l'occupation israélienne. Le mouvement est toujours un satellite des Frères musulmans d'Égypte. Dans sa Charte fondatrice (1988) et les Principes généraux et politiques qui la remplacent en 2017, le Hamas se définit comme un groupe de résistance fondé pour libérer la Palestine de l'occupation israélienne. La nouvelle organisation appelle rapidement au jihad pour instaurer un État islamique.

En août 1988, le Hamas est divisé en une branche politique et une branche du renseignement qui, en 1992, forme la branche militaire, les Brigades Izz al-Din al-Qassam, qui est considérée comme une organisation terroriste par l'Union européenne, les États-Unis, l'Australie, le Royaume-Uni et Israël.

Le Hamas se développe différemment en Cisjordanie, ne participant pas, notamment, à la création ou au contrôle d'institutions publiques. Les Frères musulmans en Cisjordanie forment alors une partie importante du Mouvement islamique de Jordanie qui fut pendant quelques années un allié du régime hachémite. De plus, les Frères musulmans en Cisjordanie s'appuient sur une classe sociale plus élevée (marchands, propriétaires, employés). Jusqu'au milieu des années 1980, les Frères musulmans prennent des positions essentielles dans les institutions religieuses de la Cisjordanie.
Selon certains analystes, les Frères musulmans palestiniens étaient financés pendant les années 1970 et 1980 directement et indirectement, au titre d'organisation caritative, par différents États comme l'Arabie saoudite et la Syrie, financements qu'Israël a laissé faire car à l'époque : ils n'étaient alors qu'un mouvement religieux sans actions militaires et ne pratiquant pas d'attentats terroristes contre Israël à la différence de diverses branches de l'Organisation.

Mais Ahmed Yassine commence à prôner l'action armée contre « l'occupant hébreu », et il est emprisonné par l'État israélien en 1989 pour meurtre et incitation à la violence, puis relâché au cours d'un échange de prisonniers. Le Hamas est cependant déclaré illégal par Israël en septembre de la même année.

Les premières actions armées du Hamas commencent au début de la première intifada. Dans un premier temps, il s'attaque à des Palestiniens mis en cause, puis, par la suite, aux militaires israéliens et, enfin, aux civils israéliens. Le Hamas évolue vers un mouvement politique radical et organise des actions armées et violentes. En 1991, le Hamas commet sa première attaque contre des civils israéliens, puis en avril 1993, il commence une campagne d'attentats-suicides en Israël.

En décembre 1992, les Israéliens exilent vers le Liban 415 cadres et militaires islamistes des Territoires occupés, comprenant la direction politique du Hamas qui se voit ainsi décapitée. Sa branche militaire très déterminée, avec à sa tête l'artificier Yahia Ayache, reste présente et multiplie les actions contre l'armée israélienne.

Le Hamas rejette les accords d'Oslo de septembre 1993 signés entre Israël et l'Autorité palestinienne. Entre avril 1993 et 2005, le Hamas organise plusieurs dizaines d'attentats-suicides visant essentiellement des civils. Il déclare en avril 2006 renoncer à ce type d'actions, préférant tirer des roquettes et des missiles sur des villes israéliennes proches de la bande de Gaza. Le Hamas profite grandement de la seconde intifada pour rehausser son prestige à l'intérieur de la bande de Gaza et lance une nouvelle campagne d'attentats-suicides, rivalisant avec le Jihad islamique palestinien.

Le chef historique du mouvement, Ahmed Yassine, est tué lors d'une attaque ciblée de l'armée israélienne le 22 mars 2004, sur ordre d'Ariel Sharon. Le successeur de Yassine, Abdel Aziz al-Rantissi, est également assassiné quelques jours après sa désignation. Le changement de direction à la tête du Hamas entraîne un changement de stratégie du mouvement, qui commence à s'impliquer davantage dans la vie politique. Des représentants du Hamas se présentent aux élections municipales palestiniennes de 2005. Le succès aux municipales fait alors apparaître le Hamas comme une opposition importante face au Fatah, un an avant les législatives prévues pour janvier 2006.

Le 26 janvier 2006, le Hamas remporte les élections législatives palestiniennes. Il obtient 56 % des suffrages, ce qui lui donne une majorité parlementaire de 74 sièges sur 132. Le Hamas ravit ainsi la majorité au Fatah. Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, invite le Hamas à former le nouveau gouvernement. Ismaël Haniyeh est désigné par le Hamas pour former un nouveau cabinet de l'Autorité palestinienne.

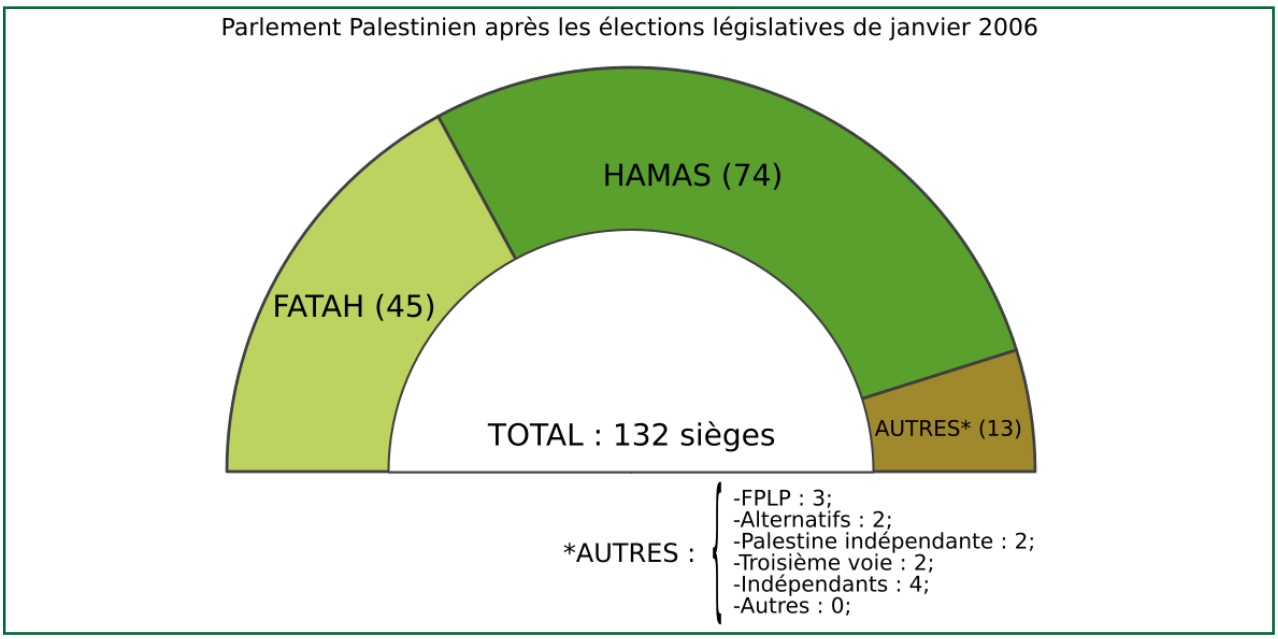
Ce résultat est perçu comme un net retour en arrière par les gouvernements étrangers qui jouaient le rôle de médiateurs pour le conflit israélo-palestinien. Les États-Unis déclarent

qu'ils ne traiteront pas avec le Hamas tant qu'il ne renoncera pas à ses objectifs militaires et seulement lorsqu'il reconnaîtra le droit à l'existence d'Israël, ce qui est en contradiction avec la charte du mouvement. Dans le même temps, l'ancien Président israélien Moshe Katsav et l'ancien Premier ministre Shimon Peres ont tous deux déclaré que si le Hamas reconnaissait l'existence d'Israël et abandonnait le terrorisme, Israël négocierait avec ce mouvement.

En février 2006, Khaled Mechaal, chef du bureau politique du Hamas, réitère la proposition de Hudna de mettre fin à la « lutte armée » si Israël se retire de tous les territoires occupés et reconnaît les droits du peuple palestinien. Le Premier ministre israélien par intérim, Ehud Olmert, exclut de négocier avec le Hamas : « Nous ne négocierons pas et nous ne traiterons pas avec une Autorité palestinienne dominée totalement ou partiellement par une organisation terroriste armée appelant à la destruction de l'État d'Israël ». L'objectif du Hamas est l'établissement d'un État islamique souverain sur toute la Palestine, cependant le Hamas est prêt à accepter dans un premier temps le territoire actuellement constitué de Jérusalem-Est, la bande de Gaza et la Cisjordanie (d'après les frontières d'avant 1967). Dans l'accomplissement de ce but, le Hamas soutient son droit à la lutte armée.

Depuis l'élection ayant porté au pouvoir le Hamas, une rupture des subventions internationales et des attaques bilatérales entre les deux principales factions palestiniennes s'ensuivent, le Fatah du président Mahmoud Abbas et le Hamas du premier ministre Ismaël Haniyeh. Constatant l'échec des négociations Fatah-Hamas, le président Abbas menace à la mi-décembre de déclencher des élections législatives anticipées. Le Hamas rejette la décision d'appeler à de nouvelles élections législatives. Quoi qu'il en soit, les négociations aboutissent à un accord sur un gouvernement d'union nationale palestinien entre Hamas et Fatah.

Le Parlement palestinien



Prise du pouvoir et conflit avec le Fatah

Malgré l'accord entre le Hamas et le Fatah, Mohammad Dahlan, chef de la Sécurité intérieure (membre du Fatah), accentue les tensions et les amplifie pour leur faire atteindre leur paroxysme en juin 2007. Ainsi, le 15 juin 2007, à la suite de ce qui s'apparente à une guerre civile entre le Hamas et le Fatah, qui occasionnera 113 morts, les forces de sécurité prennent le contrôle de la bande de Gaza, évinçant totalement le Fatah du territoire.

Cette confrontation débouche sur des affrontements violents. Plus de 600 Palestiniens ont été tués dans les combats à Gaza de janvier 2006 à mai 2007.

Banderole du Hamas à Ramallah : « De la mer (Méditerranée) au fleuve (Jourdain) », 2007.

En conséquence le 17 juin, le président Mahmoud Abbas limoge Ismaël Haniyeh de son poste de Premier ministre, nommant à sa place le ministre des Finances Salam Fayyad. Ce nouveau gouvernement siégeant à Ramallah et contrôlant la Cisjordanie n'est pas reconnu par le Hamas, car la loi fondamentale impose au président, en cas de limogeage du Premier ministre, de le remplacer par un membre de la majorité parlementaire, à savoir le Hamas, or le parti de Salam Fayyad n'a obtenu que 2 % des sièges aux législatives contre 56 % pour le Hamas, ce qui mène à la scission de fait des Territoires palestiniens en deux entités distinctes.

Ainsi, après sa victoire aux législatives palestiniennes de 2006, le Hamas gouverne sans partage les deux cinquièmes des Palestiniens dans les Territoires.

À la suite de ces événements, des divergences apparaissent au sein du Fatah, resté au pouvoir en Cisjordanie, quant à l'attitude à adopter. Abbas refuse catégoriquement tout « dialogue avec les putschistes, les assassins, les terroristes », qualifiant la prise de contrôle du Hamas de « plan pour diviser Gaza et la Cisjordanie et établir un Émirat, un mini-État, contrôlé par un seul groupe, ses fanatiques et ses fondamentalistes ». D'autres, tel Marwan Barghouti, critiquent fermement le coup de force du Hamas à Gaza, tentant cependant de conserver l'objectif de l'unité des Palestiniens.

Le Hamas est donc principalement actif dans la bande de Gaza qu'il administre seul depuis juin 2007, après sa victoire aux élections législatives de 2006 et l'éviction de l'Autorité palestinienne à la suite d'une brève guerre civile, et faute d'élections depuis.

Opération israélienne Plomb durci

Alors qu'une trêve entre le Hamas et Israël a été décrétée le 16 juin 2008 pour une durée de six mois reconductible, Israël procède à plusieurs incursions en justifiant ces dernières par la présence de combattants à sa frontière avec Gaza. Khaled Mechaal, en exil à Damas, a déclaré : « Sachant que l'ennemi ne respecte pas ses engagements et que le siège (de Gaza) est toujours en place contre notre peuple, pour le Hamas et je pense la majorité des forces, la trêve prend fin après le 19 décembre et ne sera pas renouvelée ». Le 4 novembre 2008, selon Libération, la trêve est définitivement rompue après une attaque aérienne israélienne sur la bande de Gaza tuant 7 militants du Hamas. Le mouvement islamiste répond à son tour en tirant des roquettes sur le sud d'Israël.

Le samedi 27 décembre 2008, Israël débute l'opération Plomb durci, caractérisée par des raids et bombardements aériens ciblés, et poursuivie par une offensive terrestre lancée le 3 janvier 2009.

Accords de réconciliation (2011 et 2012)

Le 27 avril 2011, le Fatah et le Hamas concluent un accord de réconciliation en vue des élections générales prévues dans l'année. Toutefois cet accord comme les précédents n'a pas abouti concrètement.

Confrontations entre le Hamas et Israël en 2012

En 2012 se sont déroulées une succession d'attaques et de représailles entre le Hamas, le Jihad islamique, les Comités de résistance populaire et diverses factions salafistes et de

la mouvance Al-Qaïda de la bande de Gaza et l'Armée de défense d'Israël.

Opération israélienne Colonne de nuée

L'opération Colonne de nuée est une opération militaire menée par l'Armée d'Israël dans la bande de Gaza commencée le 14 novembre 2012 en réponse aux attaques frontalières contre des soldats israéliens et aux tirs de roquettes et de missiles du Hamas et des autres organisations islamistes palestiniennes de la bande de Gaza contre le sud israélien.

Réconciliation et gouvernement d'union nationale

En avril 2014, le Hamas et le Fatah annoncent leur volonté de réconciliation et la formation prochaine d'un gouvernement d'union nationale. En juin 2014, le Hamas et le Fatah forment un « gouvernement de consensus » qui met fin à 7 ans de dissensions entre les deux factions rivales. L'administration américaine, bien que catégorisant toujours le Hamas parmi les organisations terroristes, ne condamne pas le rapprochement et décide de le juger sur les faits. Benyamin Netanyahou de son côté prie la communauté internationale de « ne pas se précipiter pour reconnaître un gouvernement palestinien dont le Hamas est membre à part entière » et décide de boycotter le gouvernement nouvellement formé.
Le 20 juin 2014, le Hamas a fustigé Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne, pour sa coopération sécuritaire avec les forces de sécurité israéliennes à la suite de l'enlèvement de trois adolescents israéliens le 12 juin 2014 dont Israël tient le Hamas pour responsable.

Durant la guerre de Gaza de 2014, de nombreux chefs du Hamas ont été tués par des frappes de Tsahal. Plusieurs centaines de combattants ont aussi été tués.

Politique en 2017

En février 2017, Yahya Sinwar remplace Khaled Mechaal à la tête du Hamas de Gaza. Le 6 mai 2017, Ismaël Haniyeh est élu à la tête du bureau politique du Hamas et succède lui aussi à Mechaal. Gaza prend alors une importance de premier plan au sein de l'échiquier interne du Hamas.

Le 12 octobre, le Hamas et le Fatah signent un accord de réconciliation dont le but est, selon le numéro deux du Hamas Saleh al-Arouri, de « travailler ensemble contre l'entreprise sioniste ». L'accord prévoit que l'Autorité palestinienne prenne le contrôle total de la bande de Gaza, d'ici le 1er décembre 2017 et que 3 000 policiers de l'Autorité palestinienne soient déployés dans la bande de Gaza et aux frontières avec Israël et l'Égypte.

Troubles sociaux en 2019

Les forces de sécurité du Hamas dispersent le 14 mars 2019 des manifestations, expression de mécontentement social. La violence augmente les deux jours suivants. Le 17 mars, l'envoyé spécial de l'ONU pour le Moyen-Orient Nickolay Mladenov, condamne la répression violente par le mouvement islamiste de ces manifestations pacifiques.

En décembre 2019, Ismaël Haniyeh quitte la bande de Gaza pour s'installer à Doha. Son départ permet l'ascension de Yahya Sinwar au sein du Hamas, qui fait prendre de l'autonomie à la branche armée du Hamas.

En 2021

Fin mai 2021, des milliers de combattants cagoulés de la branche militaire du Hamas défilent en plusieurs lieux dans la bande de Gaza dont Rafah, en exhibant des lance-roquettes, des roquettes et un drone, alors que la foule palestinienne, dont des enfants, certains le front ceint de bandeaux verts des brigades al-Qassam, assiste à la parade militaire.

Le 7 octobre 2023, le Hamas est à l'origine d'une attaque coordonnée contre Israël, principalement des localités proches de la bande de Gaza, d'une envergure inédite.

Mur de séparation à Jérusalem-Est, Haut de huit mètres, il sépare la municipalité de Jérusalem de la Cisjordanie.

Le Comité de résistance populaire

Comité de résistance populaire

Présentation

Chef	Ayman al-Shashniya
Fondation	2000
Scission de	Fatah
Siège	Gaza
Fondateur	Jamal Abou Samhadana
Branche armée	Brigades Al-Nasser Salah al-Deen
Idéologie	Nationalisme palestinien Islamisme Khomeinisme Antisionisme Antioccidentalisme
Affiliation internationale	Axe de la résistance
Couleurs	blanc, rouge, vert, noir
Site web	http://www.qaweim.com

C'est un comité regroupant plusieurs organisations armées palestiniennes impliquées dans le conflit israélo-palestinien, opérant principalement dans la bande de Gaza. Créé en 2000 par Jamal Abou Samhadana, un ancien du Fatah et de sa faction armée Tanzim, il est composé d'anciens membres du Fatah, ainsi que de membres du Hamas, du Jihad islamique palestinien et des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa. Les Brigades Al-Nasser Salah al-Din forment sa branche armée.

Activités de résistance

L'organisation a planifié et exécuté un certain nombre d'opérations, mais est spécialisée dans la pose de bombes routières et de charges d'explosifs sur des véhicules civils et militaires. L'attentat à la bombe du 20 novembre 2000 contre un autobus transportant des enfants tue deux personnes. Le 2 mai 2004, Tali Hatuel, non armée et enceinte et ses quatre filles âgées de 2 à 11 ans, sont massacrées sur la route de Kissoufim par l'organisation, alors désignée comme organisation terroriste par Israël et les États-Unis.

4. Postface

On l'a vu, au fil des Enjeux de société consacrés à la Palestine, cela fait plus de 100 ans que la population palestinienne subit colonisation, expropriations, sévices, assassinats... et plus de 70 ans qu'elle subit, sur son propre territoire, une société d'apartheid, dans un État ultra religieux qui ne considère comme êtres humains que les Juifs sionistes. Doit-on alors s'étonner que, face à l'impunité des gouvernements israéliens successifs qui ne respectent ni le droit international ni le droit moral, face au silence complice des Etats-Unis et de l'Europe, se soient levées des générations de combattants pour leur droit légitime à se défendre ? Et ce seraient des terroristes ?

Souvenons-nous qu'en France, au temps de l'Occupation par les nazis, ceux qui se battaient étaient des Résistants, alors que l'occupant les appelait «terroristes». Et, comme en Palestine aujourd'hui, les différents mouvements étaient nombreux : Libération, Combat, FTP, ... *

Le 7 octobre 2023, une opération, qualifiée de terroriste par ceux qui soutiennent l'Etat d'Israël, impliquant le Hamas mais aussi d'autres organisations de résistance palestinienne, a causé un nombre très important de victimes dans des implantations israéliennes à proximité de la Bande de Gaza et a enlevé des otages. Oui, mais combien de morts, d'otages, de Palestiniens arbitrairement emprisonnés, notamment de nombreux enfants, de destructions massives de villages, de destructions d'oliviers et de troupeaux, l'État d'Israël a-t-il généré, au fil des années ? Dans le silence le plus total des États-Unis, de la France, de l'Europe...

La réponse des Israéliens au 7 octobre, profitant de l'effet d'aubaine, a été une répression massive par son armée, encore plus forte que précédemment, entraînant des milliers de morts civils dont un grand nombre d'enfants. Cette violente répression est aujourd'hui qualifiée de génocide. Rappelons que la Cour pénale internationale et le Tribunal pénal international ont lancé un mandat d'arrêt international contre Benjamin Netanyahou et un de ses ministres, ainsi que contre un dirigeant du Hamas, depuis assassiné par Israël.

Au moment où ce document est préparé, le gouvernement israélien a porté la guerre au Liban et même en Syrie, tout en continuant à bombarder le Yemen.

Le 23 juillet 2024, quatorze organisations palestiniennes, dont le Fatah de Mahmoud Abbas et le Hamas, ont signé à Pékin un accord qui, s'il est respecté, pourrait ouvrir une nouvelle page dans la lutte de libération des Palestiniens. « Aujourd'hui, nous signons un accord sur l'unité nationale et nous déclarons que la voie à suivre pour achever ce processus est l'unité nationale », a indiqué Moussa Abou Marzouk, représentant du Hamas.

Mustafa Barghouti, secrétaire général de l'Initiative nationale palestinienne, qui, à ce titre, a signé l'accord comme toutes les factions de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), a expliqué à Al Jazeera que celui-ci va « beaucoup plus loin : il est plus important que tout autre programme de ces dernières années » : c'est un accord pour le contrôle conjoint de Gaza après la guerre.

Selon lui, les quatre principaux éléments sont l'établissement d'un gouvernement d'unité nationale intérimaire, la formation d'un leadership palestinien unifié avant les prochaines élections, l'élection libre d'un nouveau Conseil national palestinien et une déclaration générale d'unité face aux attaques israéliennes en cours.

Le mouvement vers un gouvernement d'unité est particulièrement important, a-t-il dit, parce qu'il « bloque les efforts israéliens pour créer une sorte de structure collaborative contre les intérêts palestiniens ».

Israël crée aujourd'hui les combattants palestiniens de demain, à moins qu'il n'ait décidé d'exterminer ce peuple fier et courageux qui mérite tout notre respect et notre soutien. Sans sanctions dures, sans boycott de l'économie israélienne, Israël continuera son œuvre morbide. Nous devons continuer à soutenir les Palestiniens tout comme nous avons soutenu tous les peuples qui se sont battus contre le colonialisme.

** Malgré leurs différences, ils se sont unis pour fonder le Conseil national de la Résistance, auquel nous devons, entre autres, la Sécurité sociale.*